

LYCÉE PROFESSIONNEL : ENCORE UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DE LA DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL



Une réforme dans l'intérêt des entreprises, pas celui des élèves

« 12 mesures pour un lycée professionnel d'avenir ». L'avenir de qui ? Certainement pas du service public d'éducation. L'ensemble de la réforme est orchestré pour satisfaire le marché. L'école de l'égalité, l'école de l'émancipation, ce n'est manifestement pas pour nos élèves, majoritairement issus·es des classes populaires, rappelons-le.

Ainsi, "l'offre de formation" sera adaptée au "bassin d'emploi" et aux "besoins des entreprises", certainement pas aux envies et aux souhaits des élèves : la réforme, c'est "patronat first". Dans cet esprit, la fermeture de filières entières jugées "non rentables", dans le tertiaire notamment, est déjà annoncée. Et les personnels en feront également les frais : que vont devenir les enseignant·es des spécialités concernées ? La porte ou les mobilités forcées, voilà ce qui se prépare.



Les 12 mesures vont entrer en œuvre entre cette rentrée scolaire et la suivante. Parmi celles qu'il faut combattre : le doublement des périodes de stages pour les élèves de Terminale "qui le voudraient". Après avoir réduit le volume horaire des disciplines d'enseignement général, le gouvernement veut laisser les élèves des LP sous la coupe du patronat plus longtemps. Pour SUD éducation Gard-Lozère, c'est toujours non !

Instaurer dans les LP encore plus d'inégalités avec moins de cours pour les élèves, il fallait oser !